

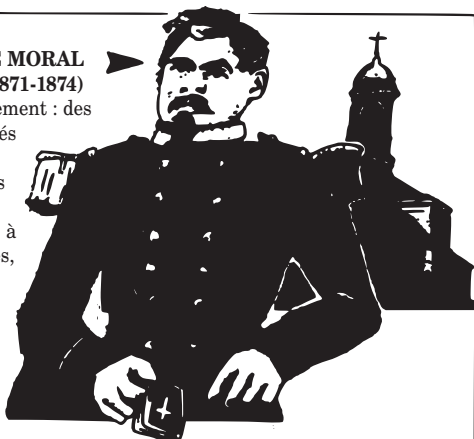
LE TRIOMPHE DE L'ORDRE MORAL ET LA RÉPRESSION (1871-1874)

Une poigne de fer s'abat sur Paris occupé militairement : des centaines de milliers de dénonciations, 25 000 tués ou fusillés, 40 000 arrestation.

Le mouvement ouvrier est décapité, toutes tendances confondues...

En octobre 1871, il manque 100 000 ouvriers à Paris. Ces hommes sont en fuite ou déportés, prisonniers ou morts...

Les fusilleurs n'épargneront ni les femmes ni les enfants. Il faudra attendre 1880 pour obtenir enfin l'amnistie.

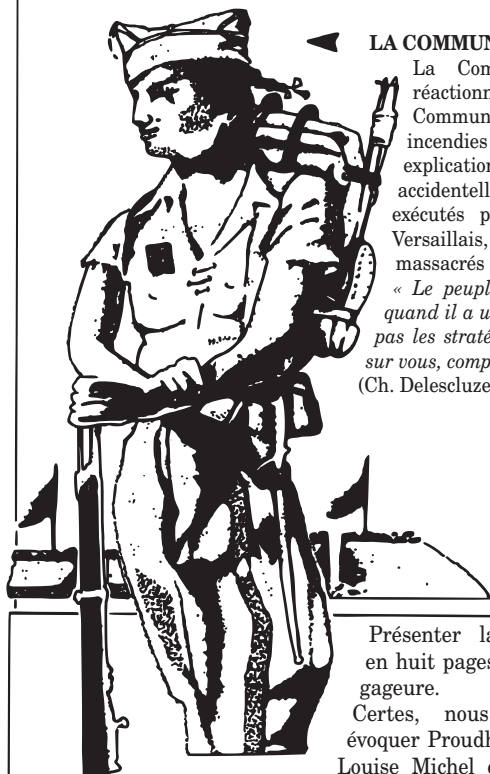


LA COMMUNE N'EST PAS MORTE !

La Commune fut abondamment calomniée par les réactionnaires de tous poils. On a ainsi accusé les Communards d'avoir sciemment incendié Paris. Si certains incendies furent l'œuvre de désespérés, d'autres ont une explication stratégique (défense d'une barricade), ou accidentelle (tirs d'artillerie). Quant à la centaine d'otages exécutés par une foule exaspérée par les massacres des Versaillais, elle doit être comparée aux 25 000 Fédérés massacrés par les « partisans de l'ordre » au même moment...

« Le peuple ne connaît rien aux manœuvres savantes, mais quand il a un fusil à la main, du pavé sous les pieds, il ne craint pas les stratèges de l'Ecole monarchiste. La Commune compte sur vous, comptez sur la Commune ! »

(Ch. Delescluze, tué sur la Barricade du Château-d'Eau).



Présenter la Commune en huit pages tenait de la gageure.

Certes, nous aurions pu évoquer Proudhon et Blanqui, Louise Michel et l'ouvrier

Varlin... Nous aurions pu aussi insister sur le formidable projet social de la révolution communaliste...

Une seule certitude pourtant : ne laissons pas crever ce passé, sachons en profiter.



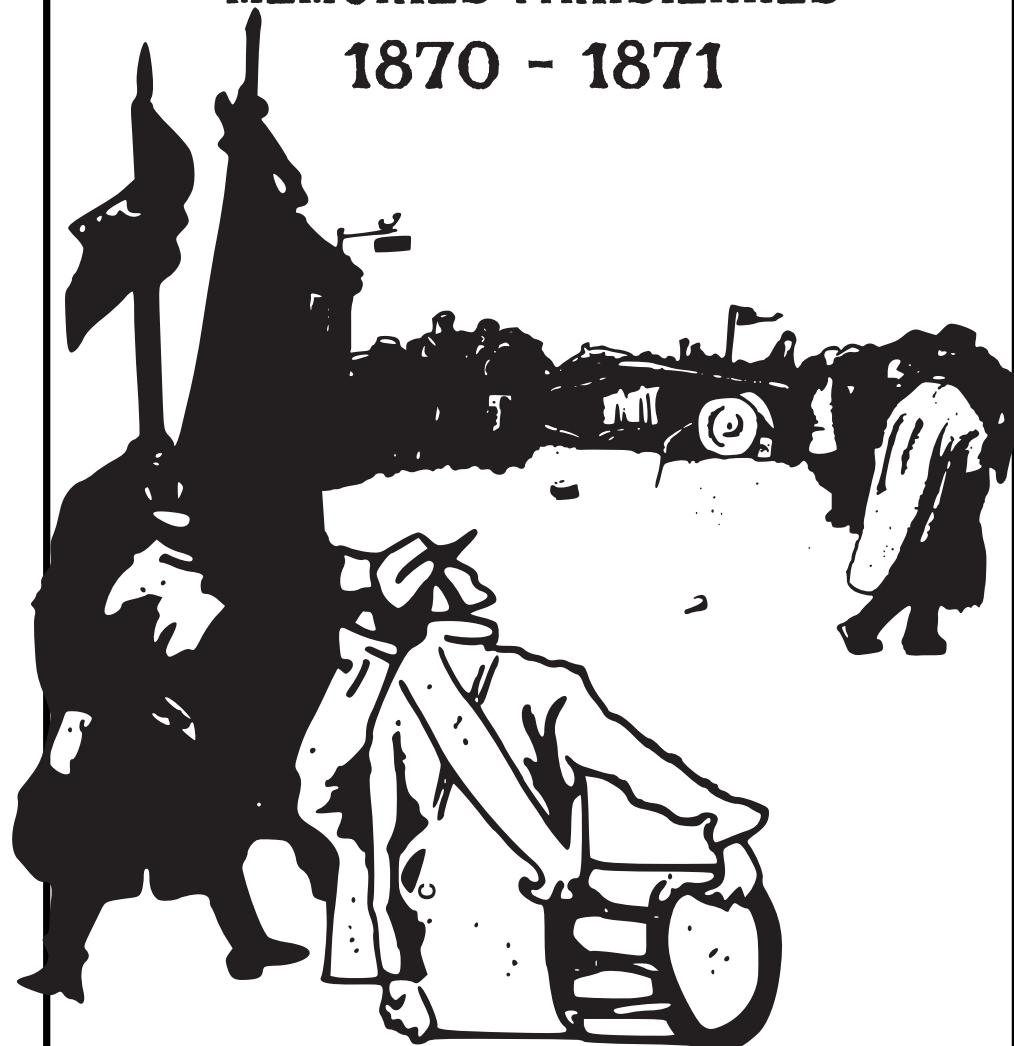
NOUS SOMMES TOUS DES FÉDÉRÉS!

PARTAGE NOIR
BANDE DESSINÉE

COMMUNE DE PARIS

MÉMOIRES PARISIENNES

1870 - 1871



TEXTE & DESSINS : CYRIL

<https://www.partage-noir.fr>
contact@partage-noir.fr
 2020/28-02-2020



◀ **LES DERNIERS BEAUX JOURS DE LA COMMUNE (15-20 MAI 1871)**

Au milieu du mois, on s'attaque à la démolition de la Colonne Vendôme et de la maison de Thiers.
 La Commune poursuit son oeuvre sociale : décret supprimant la distinction entre enfants légitimes et naturels, femmes mariées et concubines ; décret sur les théâtres. Parallèlement, le Comité de Salut public supprime une dizaine de journaux réactionnaires, lesquels réapparaissent sous un autre nom.
 Le 21 mai, une foule joyeuse se presse au Jardin des Tuileries où l'on donne un concert au profit des orphelins et des veuves de la Garde nationale...

▶ **LES VERSAILLAIS ENTRENT DANS PARIS (21 MAI 1871)**

Ce dimanche, l'« armée » de Versailles, constituée grâce aux prisonniers cédés par les impérialistes prussiens, entre dans Paris sur les indications d'un traître. Sous les hurlements vengeurs de leurs officiers, les soldats occupent les XV^e et XVI^e arrondissements. Les premiers assassinats de Communards commencent...
 La défense insurgée, désorganisée, se reprend peu à peu. Dans les quartiers populaires de l'est, on dresse les barricades. Une semaine hallucinante s'annonce.
 C'est la Semaine sanglante.

◀ **LA SEMAINE SANGLANTE (21-28 MAI 1871)**

La barricade sera l'arme de la capitale insurgée. Mais, le mardi 23, la moitié de Paris est aux mains des Versaillais. Aidés des « brassardiers », civils revanchards dotés de brassards tricolores, ils massacreront 17 000 Fédérés de la Garde nationale.
 A la lueur de grands incendies (nous y reviendrons), les Communards se replient dans les quartiers Est, bientôt réduits au seul XX^e arrondissement.
 Partout, les ouvriers se battent pied à pied. Au Père-Lachaise, on s'étrangle en d'horribles corps à corps...
 Le dimanche 28, la dernière barricade est prise.

COMMUNE DE PARIS DECLARATION



DÉCLARATION DE LA COMMUNE AU PEUPLE FRANÇAIS (19 AVRIL 1871)

« C'est la fin du vieux monde gouvernemental et clérical, du militarisme, du fonctionnarisme, de l'exploitation, de l'agiotage, des monopoles, des privilèges, auxquels le prolétariat doit son servage, la patrie (sic) ses malheurs et ses désastres. »

Mais l'appel est peu entendu. Paris reste isolé au milieu de campagnes hostiles ou indifférentes, travaillées et trompées par les agents versaillais.

Notons, à la même époque, l'adoption par la Commune du décret sur les échéances, une mesure qui sauve de la ruine le petit commerce parisien et accélère sa radicalisation politique.

LES CRIMES VERSAILLAIS (FIN AVRIL 1871)

L'encerclement du Paris insurgé par les conservateurs versaillais se poursuit. Le 25, quatre Fédérés surpris par la cavalerie de Thiers sont massacrés, après s'être pourtant rendus. Un fossé de sang se creuse entre Paris et Versailles. Empêtrée dans ses commissions et ses comités, la Commune légifère toujours : création de boucheries municipales, suppressions des amendes, interdiction du travail de nuit des boulangers. Mais l'ensemble manque de cohésion, tandis que certains communards rêvent d'un pouvoir fort pour redresser la situation militaire.

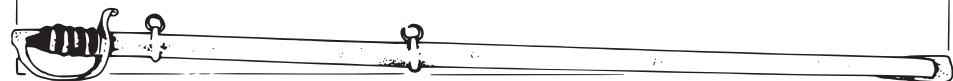


INSTITUTION DU COMITÉ DE SALUT PUBLIC (1^{ER} MAI 1871)

Le 1^{er} mai, par 45 voix contre 23, le Conseil de la Commune se dote d'un Comité de Salut public, comprenant 5 membres. Ce pouvoir « fort » accroît en fait le désordre de la situation militaire. Il est soutenu par les Jacobins centralisateurs, nostalgiques de 1793 et par les blanquistes, pour lesquels il constitue une transition nécessaire. Quant à la minorité, plutôt internationaliste, elle y voit un glissement vers la dictature. Ces analyses irréconciliables, excessives, divisent la Commune assiégée. Villejuif sombre dans un bain de sang, puis les forts d'Issy et de Vanves.

Le 15, la minorité publie un manifeste hostile au Comité de Salut public.

Tandis que Versailles repousse toute proposition de paix. Il lui faut écraser la « canaille » parisienne qui, malgré ses divisions, légifère toujours en faveur des « misérables ».



LES FÉDÉRÉS DE LA COMMUNE

Anarchistes au combat [1].

Titre choc d'une brochure éditée par Partage Noir, expliquant, à travers moult analyses historiques, comment des anarchistes (et plus largement des socialistes anti-autoritaires) peuvent être amenés à combattre pour défendre une révolution. L'exemple venait de loin. Des Fédérés de 1871, plus précisément...



Genèse du Comité Central, la Garde Nationale avait été reformée en août 1870, au début de la guerre franco-prussienne. Si les premiers bataillons recrutés surtout dans les quartiers aisés de Paris, conservateurs et « politiquement sûrs », il n'en fut pas de même pour les suivants, émanations des milieux populaires. Travaillée par les adeptes de Proudhon et de Blanqui, violemment antimilitariste et anti-prussienne, la Garde cessa rapidement d'être un soutien au gouvernement bourgeois installé à l'Hôtel de Ville lors du siège de l'hiver 70-71. L'insurrection ratée du 31 octobre, la sanglante

boucherie de Buzenval et la proclamation de l'armistice attiseront d'autant la colère de ces ouvriers provisoirement sous l'uniforme, mal équipés et laissés sans entraînement. Pire, la fuite des populations aisées de Paris, lors du siège ou de l'armistice, assure l'hégémonie ouvrière sur la Garde nationale, devenue alors véritable émanation du peuple en armes.

Le 22 janvier 1871, la Garde manifeste rue de Rivoli, mais se heurte à une partie de la troupe régulière « loyaliste ». A la mi-mars, les bataillons sont fédérés et, dotés d'un Comité central, échappent totalement au pouvoir bourgeois de l'Hôtel de Ville. « La Garde nationale doit désormais remplacer les armées permanentes, qui ne furent jamais que des instruments de despotisme et amenèrent fatalement avec elles la ruine du pays » [2]. Les responsables sont élus, à tous les niveaux. Plus de rois, plus de maîtres, plus de chefs imposés. Le « Fédéré » était né.

Place au peuple, aux bras nus...

Le 18 mars 1871, le gouvernement réactionnaire, tenu à présent par le sinistre Thiers, tenta d'arracher à la Garde nationale une partie de son artillerie. Les

Fédérés se soulèvent, marchent sur l'Hôtel de Ville et bousculent l'armée régulière qui se replie sur Versailles avec les débris du gouvernement. Au milieu du chaos ambiant, le Comité central de la Garde, seule force ayant conservé toute sa cohérence, assure la gestion de l'immense cité avant la tenue d'élection visant à doter Paris d'un Conseil de Commune. Le 28, la Commune est proclamée. Une offensive en direction de Versailles, lancée sans réelle préparation, échoue complètement et coûte la vie aux responsables insurgés. Le délégué à la guerre de la Commune, Cluseret, tente alors maladroitement de « discipliner » la Garde nationale, quitte à briser l'élan révolutionnaire. Les hommes de plus de 40 ans, vieux lutteurs anti-bonapartistes, sont renvoyés à leurs foyers. Pire, l'obligation de servir est renforcée. Au mépris de toute pratique insurrectionnelle, le « général » Cluseret durcit de jour en jour ses décrets et néglige d'aguerrir les Fédérés par des engagements propres à développer l'esprit d'initiative. Son successeur Rossel, militaire imbu de préjugés patriotiques [3], ne fera guère mieux...

La suite est connue. Le 21 mai 1871, les versaillais envahissent Paris sur les indications d'un traître et se répandent dans les quartiers ouest. Le dernier délégué à la guerre, Delescluze, adresse une proclamation pathétique à la Garde nationale : « Assez de militarisme, plus

d'état-majors galonnés et dorés sur toutes les coutures. Place au peuple, aux combattants, aux bras nus ! L'heure de la guerre révolutionnaire a sonné » [4]. La Commune redécouvrait les vertus de l'insurrection armée.

Mais il était bien tard. La Semaine sanglante commençait...

Cyril

[1] Titre original de la la brochure de *Partage Noir*: Défendre la révolution.

[2] *Préambules des statuts de la Fédération, fin février 1871.*

[3] *Le « capitaine » Rossel est à présent encensé par un groupe musical ex-alternatif dont nous tairons le nom par charité. On a les héros que l'on mérite...*

[4] *Proclamation du délégué à la guerre et du Comité de Salut Public, Paris, le 21 mai 1871.*

Bibliographie sommaire :

Outre la brochure précédemment citée, on consultera avec profit le recueil consacré à *La commune et la question militaire*, dans la collection 10/18.

Instrument indispensable pour suivre l'évolution jour par jour de la Garde nationale, la lecture du *Journal Officiel de la Commune* est aussi chaudement conseillée.

LES PREMIERS DÉCRETS DE LA COMMUNE

(30 MARS - 2 AVRIL 1871)

Le paiement des loyers non versés durant le siège est supprimé, soulageant ainsi les petits locataires. Théoriquement, l'Eglise est séparée de l'État et son budget est lui aussi supprimé. L'Ecole est arrachée aux congrégations religieuses, ainsi que de nombreuses propriétés. En pratique, seuls quelques clubs politiques ou sociaux occuperont les Eglises de Paris.



L'ÉCHEC DE LA MARCHÉ SUR VERSAILLES (4 AVRIL 1871)

Le gouvernement réactionnaire ayant attaqué Courbevoie, La Garde nationale décide de marcher sur Versailles en représailles. Mal entraînés, les insurgés sont battus. Les responsables communards, pris par les Versaillais, sont exécutés... En riposte, la Commune saisit des « notables » comme otages.

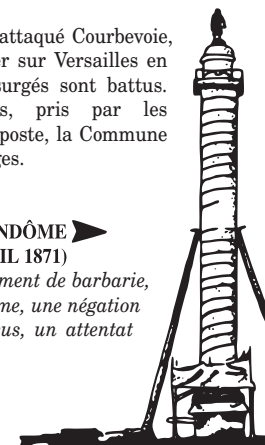
En province, la Commune de Marseille s'effondre.

LA DESTRUCTION DE LA LA COLONNE VENDÔME (DÉCRET DU 13 AVRIL 1871)

« La Commune de Paris, considérant que la Colonne impériale est un monument de barbarie, un symbole de force brutale et de fausse gloire, une affirmation du militarisme, une négation du droit international, une insulte permanente des vainqueurs aux vaincus, un attentat perpétuel) la Fraternité, décrète :

La Colonne Vendôme sera démolie. »

Cette démolition sera effective au mois de mai.



L'AUTOGESTION OUVRIÈRE (16 AVRIL 1871)

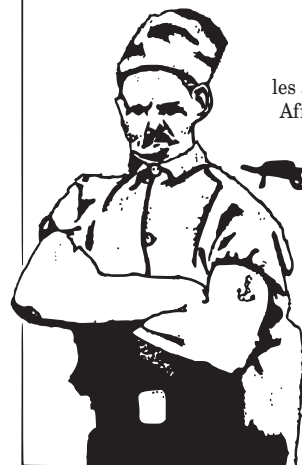
De nombreux patrons ayant fui la proclamation de la Commune, les ateliers abandonnés sont recensés, ainsi que le matériel.

Afin de remettre ces fabriques en route, on propose aux ouvriers de se grouper en coopératives de production.

Mais le temps manquait. Les ouvriers et les artisans, enrôlés dans la Garde nationale, se sont plus disponibles. L'ensemble des ateliers vides ne sera jamais recensé.

La Commune, assiégée par les Versaillais, était devenue une barricade.

De nombreux décrets restèrent lettre morte.





LA CONTRE-MANIFESTATION DES « AMIS DE L'ORDRE » (22 MARS 1871)

Déniant toute autorité à la populace du Comité central et cherchant à saboter les prochaines élections à la Commune, les notables parisiens marchent sur la Place Vendôme, tenue par les ouvriers de la Garde nationale.

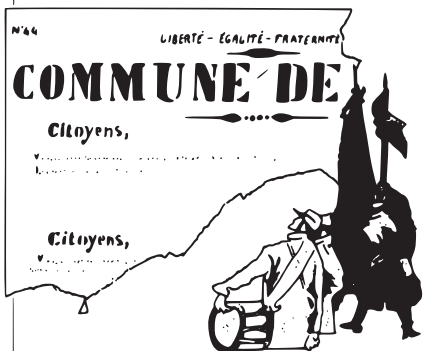
Le choc est rude. Coups de poings, de cannes, de revolvers.

Les bourgeois rossent la « canaille ». Mais cette fois la canaille est armée. Les Fédérés de la Garde nationale ripostent à coups de fusil. La manifestation se disperse.

LES COMMUNES EN PROVINCE (22-31 MARS 1871)

A l'annonce des élections à la Commune de Paris, les grandes cités de province sont elles aussi secouées par les insurrections communalistes : le 22, à Lyon ; le 24, à Saint-Etienne ; le 26, au Creusot ; le 23, à Marseille, Toulouse et Narbonne...

Mais ces cités restent isolées au sein de campagnes apeurées ou hostiles. Les hommes manquent. Partout, la réaction triomphe dans le sang.



PROCLAMATION DE LA COMMUNE (28 MARS 1871)

Lundi 27 mars, le Comité central de la Garde nationale s'efface devant les élus de la Commune. La plupart des élus sont jeunes, inconnus, intellectuels ou prolétaires.

Paris est en liesse.

L'ABOLITION DE LA CONSCRIPTION (29 MARS 1871)

Dans un Paris déserté par les « notables », la Commune légifère :

L'armée de métier, puis la conscription, instruments de l'oppression, sont supprimées. Tous les hommes valides, véritables « peuple en armes », sont versés dans la Garde nationale, issue du peuple et constamment contrôlée par lui.

Les responsables fédérés sont élus. Ils donnent à la cité une milice nationale qui défend les citoyens contre le pouvoir bourgeois.



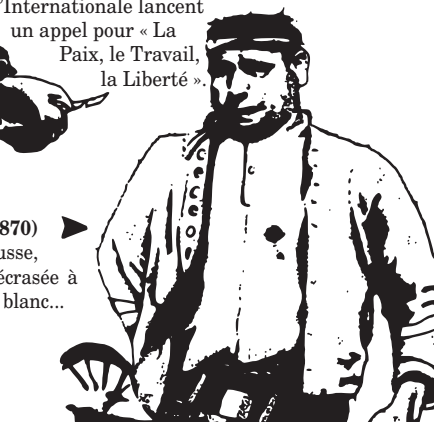
COMMUNE DE PARIS

MÉMOIRES PARISIENNES 1870-1871



OUVRIER PARISIEN (1870)

Salariés journaliers appartenant à la métallurgie ou au bâtiment, ouvriers à la croisée des chemins entre le prolétariat « moderne » et l'artisanat s'organisaient lentement contre l'arbitraire impérial. Des syndicats avaient été créés, des grèves avaient éclaté, malgré la répression. Face à la guerre qui rôde, les sections parisiennes de l'Internationale lancent un appel pour « La Paix, le Travail, la Liberté ».



DÉSASTRE À SEDAN (SEPTEMBRE 1870)

Napoléon III, entrant en guerre contre la Prusse, précipitait en fait son déclin. L'armée impériale est écrasée à Sedan. Le Fantoche Napoléon III fait hisser le drapeau blanc...



LES GARDES MOBILES DE LA SEINE (ÉTÉ 1870)

Enrôlés en juillet, les 35 000 « civils » parisiens de la Garde mobile manifestent un fort esprit anti-bonapartiste. Indisciplinés, refusant de quitter la capitale, créant de multiples désordres, ils apprendront avec joie la déchéance de l'empereur fantoche. Les « Moblots », comme les désignent affectueusement les Parisiens, sont républicains.

LA RÉPUBLIQUE DU 4 SEPTEMBRE 1870

Le 4 septembre, les députés de Paris forment le gouvernement dit de Défense nationale. La déchéance du fantoche est proclamée. Ce nouveau gouvernement, bourgeois-libéral, se heurte au Comité central, émanation des arrondissements parisiens et partisans de la lutte à outrance grâce à l'armement du peuple (comme en 1792), de la suppression des polices...



AU PEUPLE A LA DEMOCRATIE DE LA NATION



Les bataillons ouvriers de la Garde nationale parisienne, troupe mal équipée occupée aux remparts, investissent alors l'Hôtel de Ville mais ne peuvent se maintenir. Les responsables révolutionnaires sont traqués tandis qu'un plébiscite conforte le gouvernement.

Avec l'hiver, la vie dans la capitale bombardée, coupée de la province, devient hallucinante. Par sabotage ou négligence, les tentatives de sortie échouent. La quête de nourriture, du pigeon aux éléphants du zoo, tourne à l'obsession. Mais les privilégiés vivent bien... En province, l'armée ex-impériale se disloque.

LE SIÈGE DE PARIS (HIVER 1870)

A la fin septembre, l'encerclement de Paris par les Prussiens est total. Le gouvernement bourgeois accumule les erreurs stratégiques et les maladresses vis-à-vis des classes populaires.



LE CARNAGE DE BUZENVAL (JANVIER 1871)

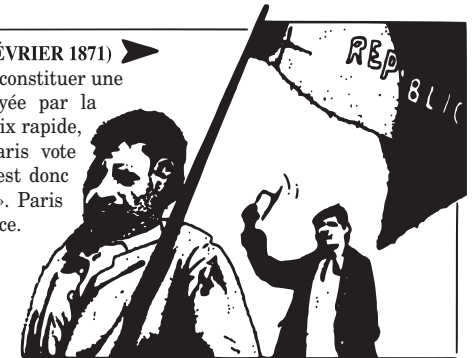
Le 19 janvier 1871, le gouvernement, sous la pression populaire, décide de lancer la Garde nationale dans une opération de rupture à Buzenval.

Mals armés, laissés volontairement sans entraînement, les bataillons ouvriers se heurtent à la machine de guerre prussienne. Des milliers d'hommes restent sur le carreau, pour un résultat nul. Le gouvernement compte mettre cet échec à profit pour négocier une capitulation avec Bismarck, sur le dos du peuple parisien. Capitulation devant un empereur militariste ! A cette pensée, la Garde nationale se soulève, des révolutionnaires sont libérés. Mais le gouvernement parvient à mater le mouvement et opère de nombreuses arrestations de militants ouvriers, en s'appuyant sur une partie de la Garde mobile (à ne pas confondre avec la Garde nationale) restée « loyaliste ». Fin janvier, l'armistice devient effectif. Le Capital aura préféré le roi de Prusse à la République sociale...



L'ASSEMBLÉE NATIONALE (8 FÉVRIER 1871)

Abasourdie par la défaite, la population vote afin de constituer une nouvelle Assemblée nationale. La province, effrayée par la guerre, vote massivement « à droite », gage d'une paix rapide, « de classe », avec les militaristes prussiens. Paris vote républicain, ou socialiste... La nouvelle assemblée est donc dominée par les royalistes, les réacs, les « ruraux ». Paris est isolé face à la province beaucoup plus conservatrice.



LES FÉDÉRÉS (MARS 1871)

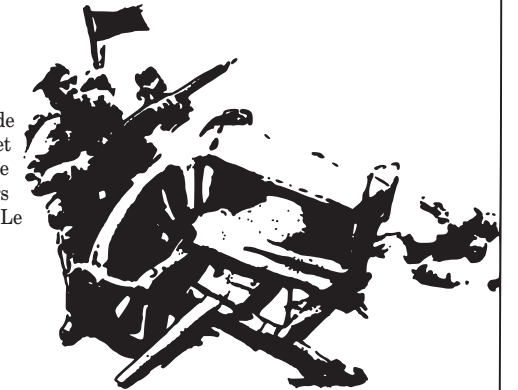
Courant mars, la Garde nationale se fédère et, dotée d'un Comité central, échappe peu à peu au contrôle du gouvernement dirigé, à présent, par le sinistre Thiers.

« Plus d'armées permanentes, mais la nation (sic) tout entière armée... Plus d'oppression, d'esclave ou de dictature d'aucune sorte, mais la nation souveraine (re-sic), mais les citoyens libres, se gouvernant à leur gré. »
(Les révolutionnaires catalans sauront se souvenir de la leçon).



L'AFFAIRE DES CANONS (18 MARS 1871)

Au matin, le gouvernement entame un quadrillage militaire de Paris et tente de reprendre les canons payés par la population et tenus par la Garde nationale. Mais l'armée fraternise, la Garde se mobilise et converge vers l'Hôtel de Ville, accompagnée par la population. Le gouvernement doit fuir vers Versailles.



LE COMITÉ CENTRAL SIÈGE À L'HÔTEL DE VILLE (18 MARS 1871)

Le Comité central, seule force réellement structurée en vue d'une alternance au pouvoir bourgeois, occupe alors l'Hôtel de Ville et promet des élections régulières, quitte à briser la dynamique révolutionnaire.

L'État a disparu. L'armée fraternise ou fuit vers Versailles. La Garde mobile implose... Seule la Garde nationale conserve une cohérence et tente, avec l'appui de la population, de faire tourner les rouages de l'immense cité.

Le chaos est extrême, mais à force de patience et de dévouement, ouvriers et artisans viennent à bout des obstacles en préparant l'avènement de la Commune.

